

Burundi : les négociations de sortie de crise ont échoué

FRANCE 24, 09/12/2017 La session de dialogue à huis clos pour une sortie de crise au Burundi, ouverte le 28 novembre en Tanzanie, n'a abouti, vendredi, à aucun accord. L'opposition en exil avait boycotté les séances. La nouvelle session du dialogue burundais de sortie de crise s'est clôturée, vendredi 8 décembre, sans aucun accord et dans la cacophonie, selon plusieurs participants. [Photo : Manifestation contre les accords de sortie de crise à Bujumbura, en février 2017.]

Cette session à huis clos, ouverte le 28 novembre en Tanzanie et en l'absence de l'opposition en exil, avait pour ambition d'aboutir à la signature d'un accord le 8 décembre en présence des chefs d'État de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC). Dès jeudi, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa avait reconnu que l'objectif principal de la session, à savoir les interactions directes entre les participants, n'avait "pas été réalisé". Il leur avait donc annoncé qu'il n'y aurait "ni accord ni déclaration" à l'issue de ce round de discussions, en raison des positions qui restent "diamétralement opposées" entre le camp présidentiel et l'opposition interne représentée à Arusha, dans le nord de la Tanzanie. "Vacarme" Vendredi, la réunion s'est clôturée dans la confusion, selon plusieurs participants contactés par l'AFP, dont un membre de l'équipe du facilitateur. "En constatant qu'ils ne pouvaient plus contrôler le déroulement de ces négociations, [les représentants du gouvernement burundais] ont décidé de créer le vacarme dans la salle", a déclaré Lânce Ngendakumana, vice-président du parti d'opposition Frodebu, joint par téléphone à Arusha. "Le facilitateur n'a pu digérer un tel comportement et il a décidé de clôturer immédiatement la session, et a promis de saisir ceux qui l'ont mandaté pour qu'ils prennent une décision qui puisse faire avancer ces négociations", a-t-il poursuivi. Jeudi, Benjamin Mkapa avait fait savoir qu'il enverrait une note au médiateur en chef, le président ougandais Yoweri Museveni, et aux chefs d'État de l'EAC, "identifiant les points de convergence, qui peuvent servir de base à un accord, et les points de divergence, qui pourraient faire l'objet de futurs dialogues et négociations". Tout au long des deux semaines de discussions, le représentant du gouvernement a insisté sur la nécessité de rapatrier le dialogue au Burundi et appelé les responsables en exil à rentrer au pays pour préparer les élections de 2020. Avec AFP

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});